

Art. 4. Als vastgesteld wordt dat de persoon of de dienst niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden kan de Executieve ze aanmanen zich binnen een termijn van acht dagen tot zes maanden, naar gelang van het geval, te schikken naar deze voorwaarden.

Als niet voldaan wordt aan deze aanmaning kan de Executieve, na het advies van de in artikel 3 bedoelde Commissie te hebben ingewonnen, de erkenning intrekken bij gemotiveerde beslissing.

Art. 5. De erkende personen en diensten kunnen een toelage genieten.

De Executieve stelt de voorwaarden en de wijze van toekenning ervan vast na het advies van een overlegorgaan te hebben ingewonnen waarvan ze de samenstelling vaststelt en de werkingwijze daarvan regelt.

Art. 6. De Executieve wijst de ambtenaren aan die ze belast met de inspectie van de personen en diensten erkend bij toepassing van dit decreet.

Art. 7. Opgeheven worden voor de Franse Gemeenschap de artikelen 66 tot 68 en artikelen 70, leden 2 tot 5, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Art. 8. De Executieve bepaalt bij besluit de datum waarop de verschillende bepalingen van dit decreet in werking zullen treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 mei 1987.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 1639

2 JUILLET 1987. — Décret modifiant l'article 84 de la loi communale (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 84, § 1^{er}bis, de la loi communale, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}bis. Pour la Région wallonne, à l'exception des communes énumérées à l'article 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1986, la tutelle prévue au § 1^{er}, alinéas 2 et 6, est exercée :

1^o par l'Exécutif ou le Ministre que celui-ci délègue, s'il s'agit de communes comptant, d'après le dernier recensement général, plus de 10 000 habitants, ou qui, en application de l'article 130, ont été classées dans une catégorie afférente à des communes comptant plus de 10 000 habitants.

L'Exécutif peut déléguer ce pouvoir au Gouverneur pour les catégories de communes qu'il détermine. Il peut réformer toute décision prise par le Gouverneur en vertu de la délégation, dans un délai de quarante jours à compter de la notification de cette décision à la commune, sous pli recommandé à la poste. Il peut proroger ce délai pour une période de quarante jours au maximum;

2^o par le Gouverneur, s'il s'agit des autres communes.

Les décisions soumises à l'approbation sont exécutoires de plein droit si elles n'ont pas été improuvées par l'autorité de tutelle dans les nonante jours de leur réception. Ce délai peut être prorogé, par une décision motivée, pour une période de nonante jours au maximum.

Toute décision d'improbation doit être motivée.

Les décisions du Gouverneur sont publiées par extrait au *Mémorial administratif* et notifiées à la commune, dans les trente jours, sous pli recommandé à la poste. »

Art. 2. L'article 71, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier du 14 février 1961 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans la Région wallonne, sauf en ce qui concerne les communes visées au dernier alinéa de l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, la tutelle prévue à l'alinéa 3 est exercée :

1^o par l'Exécutif ou le Ministre que celui-ci délègue, s'il s'agit de communes comptant, d'après le dernier recensement général, plus de 10 000 habitants, ou qui, en application de l'article 130 de la loi communale, ont été classées dans une catégorie afférente à des communes comptant plus de 10 000 habitants.

L'Exécutif peut déléguer ce pouvoir au Gouverneur pour les catégories de communes qu'il détermine. Il peut réformer toute décision prise par le Gouverneur en vertu de la délégation, dans un délai de quarante jours à compter de la notification de cette décision à la commune, sous pli recommandé à la poste. Il peut proroger ce délai pour une période de quarante jours au maximum;

2^o par le Gouverneur, s'il s'agit des autres communes;

3^o par l'Exécutif ou le Ministre que celui-ci délègue s'il s'agit des provinces de Hainaut, Liège, Luxembourg et Namur.

(1) *Session 1986-1987.*

Documents du Conseil 143 (1986-1987) - n^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 25 juin 1987. — Discussion. — Vote.

Les décisions soumises à l'approbation sont exécutoires de plein droit si elles n'ont pas été improuvées par l'autorité de tutelle dans les nonante jours de leur réception. Ce délai peut être prorogé, par une décision motivée, pour une période de nonante jours au maximum.

Toute décision d'improbation doit être motivée.

Les décisions du Gouverneur sont publiées par extrait au *Mémorial administratif* et notifiées à la commune, dans les trente jours, sous pli recommandé à la poste. »

Art. 3. L'Exécutif peut coordonner les dispositions des décrets du Conseil régional wallon relatifs à la tutelle administrative et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

L'Exécutif peut modifier les références contenues dans ces décrets pour les mettre en concordance avec les modifications qui seraient apportées à la loi communale.

Art. 4. Le présent décret s'applique aux délibérations prises après son entrée en vigueur.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures,
des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Economie de l'Emploi et des Classes moyennes pour la Région wallonne,

A. DECLETY

Le Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne,

Ch. AUBECQ

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1639

2. JULI 1987. — Dekret zur Abänderung von Artikel 84 des Gemeindegesetzes (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Artikel 84, § 1 bis, des Gemeindegesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 1 bis. Für die Wallonische Region, mit Ausnahme der Gemeinden, die in Artikel 8 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten aufgezählt sind, wird die in § 1, Absatz 2 und Absatz 6 erwähnte Aufsicht ausgeübt :

1. von der Exekutive oder von dem Minister, den diese beauftragt, wenn es sich um Gemeinden handelt, die nach der letzten allgemeinen Volkszählung mehr als 10 000 Einwohner zählen oder die in Anwendung von Artikel 130 einer Kategorie von Gemeinden mit mehr als 10 000 Einwohnern zugeordnet worden sind.

Die Exekutive kann dem Gouverneur diese Befugnis übertragen für die Kategorie von Gemeinden, die sie bestimmt. Sie kann jeden Beschluss, den der Gouverneur aufgrund dieser Befugnisübertragung gefasst hat, innerhalb vierzig Tagen ab dem Tag, an dem dieser Beschluss der Gemeinde per Einschreiben zugestellt worden ist, abändern. Sie kann diese Frist um höchstens vierzig Tage verlängern;

(1) Sitzung 1986-1987.

Ratsdokumente 143 (1986-1987) · Nrn. 1 bis 6.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 25. Juni 1987 — Diskussion. — Abstimmung.

2. vom Gouverneur, wenn es sich um die anderen Gemeinden handelt.

Die Beschlüsse, die genehmigt werden müssen, sind von Rechtswegen vollstreckbar, wenn sie nicht innerhalb neunzig Tagen nach ihrem Empfang von der Aufsichtsbehörde abgelehnt worden sind. Diese Frist kann durch einen begründeten Beschluss um höchstens neunzig Tage verlängert werden.

Jeder Ablehnungsbeschluss muss begründet sein.

Die Beschlüsse des Gouverneurs werden auszugsweise im *Verwaltungsblatt* veröffentlicht und der Gemeinde innerhalb dreißig Tagen per Einschreiben zugestellt. »

Art. 2. Artikel 71, § 1, Absatz 4 des Gesetzes vom 14. Februar 1961 über den Wirtschaftsaufschwung, den sozialen Fortschritt und die Sanierung der Finanzen wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« In der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Gemeinden, die im letzten Absatz von Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnt sind, wird die in Absatz 3 vorgesehene Aufsicht ausgeübt :

1. von der Exekutive oder von dem Minister, den diese beauftragt, wenn es sich um Gemeinden handelt, die nach der letzten allgemeinen Volkszählung mehr als 10 000 Einwohner zählen oder die in Anwendung von Artikel 130 des Gemeindegesetzes einer Kategorie von Gemeinden mit mehr als 10 000 Einwohnern zugeordnet worden sind.

Die Exekutive kann dem Gouverneur diese Befugnis übertragen für die Kategorien von Gemeinden, die sie bestimmt. Sie kann jeden Beschluss, den der Gouverneur aufgrund dieser Befugnisübertragung gefasst hat, innerhalb vierzig Tagen ab dem Tag, an dem dieser Beschluss der Gemeinde per Einschreiben zugestellt worden ist, abändern.

Sie kann diese Frist um höchstens vierzig Tagen verlängern.

2. vom Gouverneur, wenn es sich um die anderen Gemeinden handelt.

3. von der Exekutive oder von dem Minister, den diese beauftragt, wenn es sich um die Provinzen Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namür handelt.

Die Beschlüsse, die genehmigt werden müssen, sind von Rechtswegen vollstreckbar, wenn sie nicht innerhalb neunzig Tagen nach ihrem Empfang von der Aufsichtsbehörde abgelehnt worden sind.

Diese Frist kann durch einen begründeten Beschluss um höchstens neunzig Tage verlängert werden.

Jeder Ablehnungsbeschluss muss begründet sein.

Die Beschlüsse des Gouverneurs werden auszugsweise im *Verwaltungsblatt* veröffentlicht und der Gemeinde innerhalb dreißig Tagen per Einschreiben zugestellt. »

Art. 3. Die Exekutive kann die Bestimmungen der Dekrete des Wallonischen Regionalrates über die Verwaltungsaufsicht koordinieren sowie auch diejenigen, die letztere bis zum Zeitpunkt der Koordinierungen explizit oder implizit abgeändert haben sollten.

Zu diesem Zweck kann sie :

1. die Reihenfolge, die Numerierung und, im allgemeinen, die Form der zu koordinierenden Bestimmungen ändern;

2. die Verweise, die in den zu koordinierenden Bestimmungen stehen, ändern, um sie mit der neuen Numerierung in Einklang zu bringen;

3. die Abfassung der zu koordinierenden Bestimmungen zwecks Übereinstimmung und Vereinheitlichung ihrer Terminologie ändern, und zwar unter Wahrung der in diesen Bestimmungen enthaltenen Grundsätze.

Die Exekutive kann die in diesen Dekreten enthaltenen Verweise ändern, um sie mit den eventuellen Abänderungen des Gemeindegesetzes in Einklang zu bringen.

Art. 4. Vorliegendes Dekret findet Anwendung auf die Beschlüsse, die nach seinem Inkrafttreten gefasst werden.

Art. 5. Vorliegendes Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 2. Juli 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region,

A. DECLETY

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Bezuschussten Arbeiten für die Wallonische Region,

Ch. AUBECQ

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARMÉ

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 1639

2 JULI 1987. — Decreet tot wijziging van artikel 84 van de gemeentewet (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 84, § 1 *bis*, van de gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1 *bis*. Voor het Waalse Gewest, met uitzondering van de gemeenten bedoeld in artikel 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966, wordt het in § 1, 2e en 6e lid bedoelde toezicht uitgeoefend :

1° door de Executieve of de door deze afgevaardigde Minister, voor de gemeenten die blijkens de jongste algemene telling meer dan 10 000 inwoners tellen of die, bij toepassing van artikel 130, zijn ingedeeld bij een klasse van gemeenten met meer dan 10 000 inwoners.

De Executieve kan die bevoegdheid aan de Gouverneur overdragen voor de klassen van gemeenten die zij bepaalt. Zij kan elk door de Gouverneur krachtens die bevoegdheidsoverdracht genomen besluit hervormen binnen veertig dagen te rekenen van de datum waarop bij een ter post aangetekend schrijven dat besluit ter kennis van de gemeente is gebracht. Zij kan dit termijn met ten hoogste veertig dagen verlengen;

2° door de Gouverneur, voor de andere gemeenten.

De aan de goedkeuring onderworpen beslissingen zijn van rechtswege uitvoerbaar indien de toezichtsoverheid er haar goedkeuring niet aan onthouden heeft binnen negentig dagen na hun ontvangst. Dit termijn kan door een met redenen omklede beslissing met ten hoogste negentig dagen verlengd worden.

Elke aan goedkeuring onthouden beslissing moet met redenen omkleed worden.

De beslissingen van de Gouverneur worden bij uittreksel in het *Bestuursmemoriaal* bekendgemaakt en ter kennis van de gemeente gebracht, binnen dertig dagen, bij een ter post aangetekend schrijven ».

Art. 2. Artikel 71, § 1, 4e lid van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor het Waalse Gewest, behalve wat betreft de gemeenten bedoeld in het laatste lid van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt het in het 3e lid bedoelde toezicht uitgeoefend :

1° door de Executieve of de door deze afgevaardigde Minister, voor de gemeenten die blijkens de jongste algemene telling meer dan 10 000 inwoners tellen of die, bij toepassing van artikel 130, zijn ingedeeld bij een klasse van gemeenten met meer dan 10 000 inwoners.

De Executieve kan die bevoegdheid aan de Gouverneur overdragen voor de klassen van gemeenten die zij bepaalt. Zij kan elk door de Gouverneur krachtens die bevoegdheidsoverdracht genomen besluit hervormen binnen de veertig dagen te rekenen van de datum waarop bij een ter post aangetekend schrijven dat besluit ter kennis van de gemeente is gebracht. Zij kan dit termijn met ten hoogste veertig dagen verlengen;

2° door de Gouverneur, voor de andere gemeenten;

3° door de Executieve of de door deze afgevaardigde Minister voor de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

De aan de goedkeuring onderworpen beslissingen zijn van rechtswege uitvoerbaar indien de toezichtsoverheid er haar goedkeuring niet aan onthouden heeft binnen negentig dagen na hun ontvangst. Dit termijn kan door een met redenen omklede beslissing met ten hoogste negentig dagen verlengd worden.

Elke aan goedkeuring onthouden beslissing moet met redenen omkleed worden.

De beslissingen van de Gouverneur worden bij uittreksel in het *Bestuursmemoriaal* bekendgemaakt en ter kennis van de gemeente gebracht, binnen dertig dagen bij een ter post aangetekend schrijven. »

Art. 3. De Executieve kan de bepalingen van de decreten van de Waalse Gewestraad betreffende het bestuurstoezicht coördineren met de bepalingen die ze uitdrukkelijk of stilzwijgend gewijzigd zouden hebben op het ogenblik dat de coördinaties vastgesteld zullen zijn.

Tot dat doel kan zij :

1° de orde, de nummering en, in 't algemeen, de voorlegging van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° de verwijzingen welke zich in de te coördineren bepalingen zouden bevinden wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° het opmaken van de te coördineren bepalingen wijzigen om hun overeenstemming te verzekeren en de terminologie ervan in eenheid te brengen zonder dat er aan de in deze bepalingen vermelde beginselen afbreuk zou worden gedaan.

De Executieve kan de in deze decreten vermelde verwijzigingen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de wijzigingen welke aan de gemeentewet zouden worden gebracht.

Art. 4. Dit decreet is van toepassing op de beslissingen genomen na de inwerkingtreding ervan.

(1) *Zitting 1986-1987.*

Stukken van de Raad 143 (1986-1987) - nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 25 juni 1987. — Bespreking. — Stemming.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 2 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest,

A. DECLÉTY

De Minister van Huisvesting en Toezicht voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken voor het Waalse Gewest,

Ch. AUBECQ

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu en Landbouw voor het Waalse Gewest,

D. DUCARME

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Administration du Comité supérieur de contrôle Retrait

Par arrêté royal du 22 mai 1987, est rapporté l'arrêté royal du 16 janvier 1987, par lequel M. Brauns, R., commissaire principal de travaux à la section des enquêtes en matière de travaux, de fournitures et de services du service d'enquêtes de l'administration du Comité supérieur de contrôle, est transféré dans un emploi vacant du grade équivalent de commissaire principal à la section des enquêtes générales, financières et spéciales du même service de l'administration du Comité supérieur de contrôle (Cadre linguistique néerlandais).

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Bestuur van het Hoog comité van toezicht Intrekking

Bij koninklijk besluit van 22 mei 1987, wordt het koninklijk besluit van 16 januari 1987, waarbij de heer Brauns, R., eerstaanwezend commissaris van werken bij de afdeling voor enquêtes inzake werken, leveringen en diensten van de dienst enquêtes van het bestuur van het Hoog comité van toezicht overgeplaatst wordt in een vacante betrekking van de gelijkwaardige graad van eerstaanwezend commissaris bij de afdeling voor algemene, financiële en bijzondere enquêtes van dezelfde dienst van het bestuur van het Hoog comité van toezicht (Nederlands taalkader), ingetrokken.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Ordres nationaux. — Nominations

Par arrêté royal du 15 mai 1987 :

— Les palmes d'or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

MM. :

Guyot, Louis, membre du comité de la fanfare communale de Rumes, et musicien.

Prise de rang : 15 novembre 1980.

Hecq, Jean Walter Jules, président de la Société Royale Philharmonique de Lobbes.

Prise de rang : 15 novembre 1984.

Lenoir, Jean, directeur de la fanfare royale « Les Echos du Viroin », à Vierves-sur-Viroin.

Prise de rang : 15 mai 1987.

— Les palmes d'argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

MM. :

Fourmy, Charles Robert Ghislain, chef de musique de la Royale Fanfare Communale de Rumes.

Prise de rang : 8 avril 1979.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

Nationale Orden. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 15 mei 1987 :

— Worden de Gouden Palmen der Kroonorde toegekend aan :

De heren :

Guyot, Louis, lid van het comité van de gemeentelijke fanfare van Rumes, en spelend lid.

Ranginneming : 15 november 1980.

Hecq, Jean Walter Jules, voorzitter van de « Société Royale Philharmonique » van Lobbes.

Ranginneming : 15 november 1984.

Lenoir, Jean, directeur van de koninklijke fanfare « Les Echos du Viroin », te Vierves-sur-Viroin.

Ranginneming : 15 mei 1987.

— Worden de Zilveren Palmen der Kroonorde toegekend aan :

De heren :

Fourmy, Charles Robert Ghislain, muzikleider van de koninklijke gemeentelijke fanfare van Rumes.

Ranginneming : 8 april 1979.